

Timoshenko, Vladimir P.
L'Ukraine et la Russie dans
leurs rapports economiques

L'UKRAINE ET LA RUSSIE

DANS LEURS

RAPPORTS ÉCONOMIQUES

PAR

Woldemar TIMOCHENKO

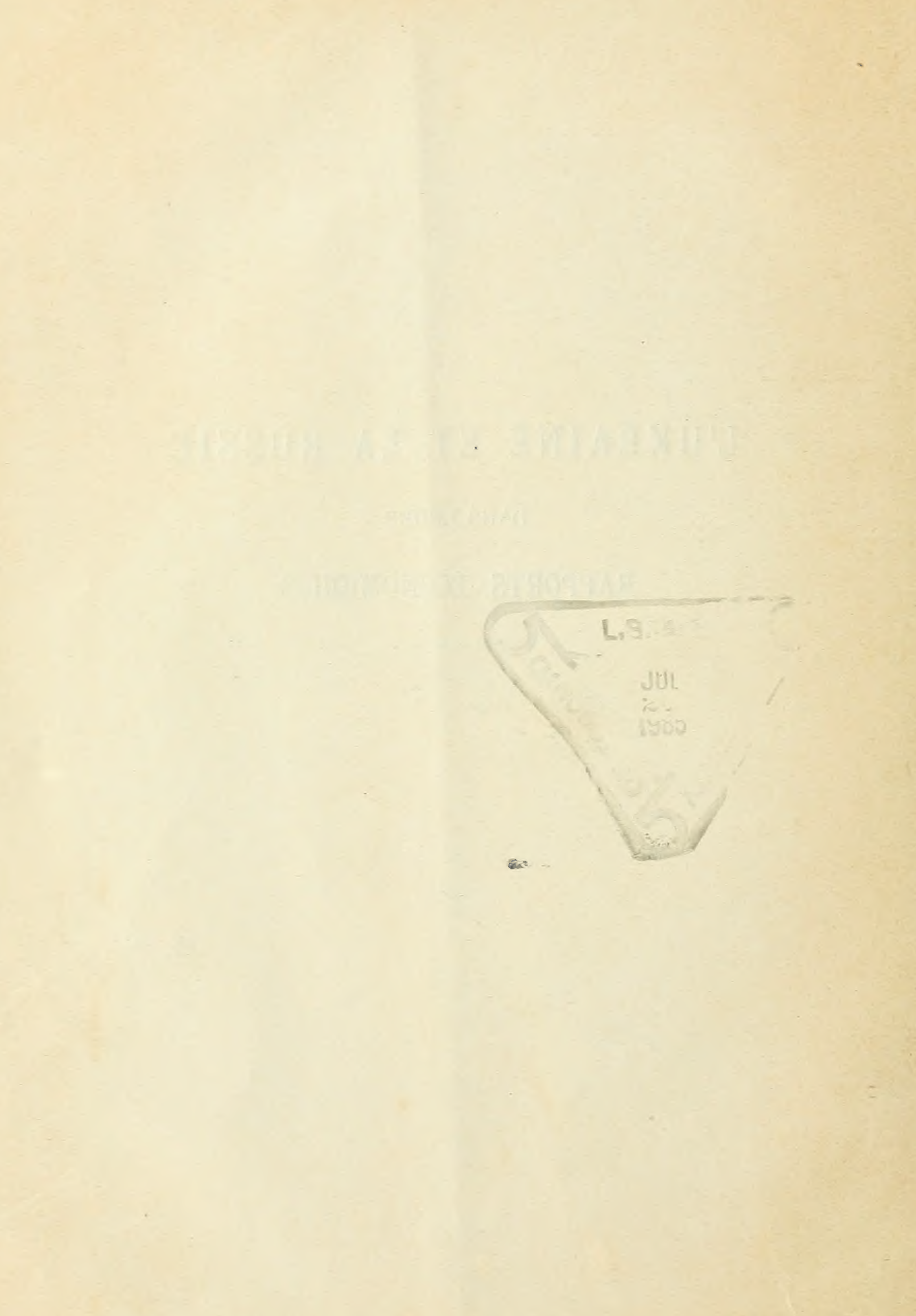
VICE-DIRECTEUR DE L'INSTITUT ÉCONOMIQUE
AUPRÈS DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE L'UKRAINE

BUREAU UKRAINIEN
PARIS
MIMXIX

L'UKRAINE ET LA RUSSIE

DANS LEURS

RAPPORTS ÉCONOMIQUES



L'UKRAINE ET LA RUSSIE

DANS LEURS

RAPPORTS ÉCONOMIQUES

On objecte toujours à l'indépendance de l'Ukraine le point de vue économique. D'abord, on a affirmé que l'Ukraine ne peut exister en qualité d'Etat séparé, parce qu'elle ne peut former une entité économique viable. L'Ukraine, dit-on, dépend économiquement de l'ancien Empire russe, à ce point qu'étant séparée, elle dépérira ou tombera sous la coupe de quelque autre État. Mais on aurait déjà dû depuis longtemps laisser de côté cette argumentation. En effet, tout économiste ou homme politique impartial, s'il connaissait les faits réels, verrait que cette opinion ne supporte aucun examen, même très superficiel.

Le peuple ukrainien, dit-on, serait incapable d'organiser sa vie économique de manière indépendante? Comment peut-on soutenir cela d'une nation qui compte près de 50 millions d'habitants, qui possède les terres les plus fertiles de l'Europe, qui alimente chaque année de son énorme excédent de céréales, de bétail et de sucre, les pays occidentaux; qui occupe dans le monde le cinquième rang pour la production du charbon et du fer; qui a à sa disposition des quantités d'autres matières premières (naphte, manganèse, sel, mercure, etc.), nation enfin qui possède plusieurs centaines de kilomètres de rivage? Si, avec toutes ses richesses, l'Ukraine ne pouvait jouir d'une vie économique autonome, comment expliquerait-on l'existence de l'Italie, de l'Espagne, de la Roumanie et de beaucoup d'autres Etats européens de moindre importance, dans lesquels les conditions naturelles sont infiniment moins favorables à l'indépendance économique qu'en Ukraine?

L'argumentation précédente est si évidemment faible qu'elle s'évanouit au premier coup d'œil.

Mais, récemment, on a soulevé d'autres objections. On ne dit plus que l'Ukraine ne peut exister comme entité économique viable, mais bien que la Russie ne peut vivre sans l'Ukraine, et que, sans elle, elle manquerait d'éléments qui lui sont absolument indispensables.

Dans ce raisonnement, il est vrai, on fait intervenir d'autres intérêts que ceux de l'Ukraine, et l'on envisage surtout le point de vue de la Grande-Russie. Mais laissons cela de côté et abordons la question d'une manière tout à fait objective. Nous nous proposons d'étudier en toute sincérité quels sont les intérêts économiques vitaux du peuple russe que peut bien violer la création d'un Etat indépendant ukrainien.

Ordinairement, on allègue trois idées fondamentales : 1° L'Ukraine est le grenier de la Russie, qu'elle ravitaille tout entière en produits agricoles, et, sans l'Ukraine, la Russie souffrirait de la faim; 2° l'Ukraine sépare la Grande-Russie de la mer Noire et de la mer d'Azov, et ferme par cela même la porte aux marchés étrangers; 3° si l'Ukraine était constituée dans les limites ethnographiques, elle posséderait ainsi presque tout le charbon et tout le fer de l'Empire russe. Elle en aurait d'énormes excédents, tandis que la Russie même resterait sans ces matières indispensables.

Examinons chacun de ces arguments :

Peut-être ceci semble-t-il un peu paradoxal, mais les faits démontrent que jamais l'Ukraine n'a été le « grenier de la Russie ». Elle était bien un grenier, mais pour l'Europe occidentale; l'Ukraine, en effet, exportait très peu de céréales en Russie. Celle-ci, d'ailleurs, jouissait par elle-même d'excédents tels qu'elle pouvait exporter et exportait en fait d'assez importantes quantités de céréales.

Ainsi, pour les années 1909-1911 (pendant lesquelles l'exportation a été particulièrement abondante), la moyenne des exportations totales de céréales de l'ancienne Russie atteignait 120 millions de quintaux. Dans ce chiffre, l'exportation des neuf provinces ukrainiennes compte pour 55 millions de quintaux. Si nous ajoutons aux neuf provinces le Kouban, les régions ukrainiennes, au nord du Caucase, ainsi que les parties ukrainiennes des autres provinces limitrophes, il faut encore augmenter ces chiffres de 25 millions de quintaux, ce qui fait donc pour l'Ukraine ethnographique une exportation de près de 80 millions de quintaux de céréales. Pendant ce temps,

les autres parties de l'ancienne Russie, y compris la Sibérie, exportaient annuellement environ 40 millions de quintaux. Puisque ni la Pologne, ni la Finlande, n'exportaient de céréales (et que si la Lithuanie et les provinces baltiques en exportaient, c'était seulement en quantités infimes), c'est donc la Russie elle-même qui avait un gros excédent.

Quant à l'Ukraine, son exportation de céréales à destination de la Russie n'atteignait pas 10 à 15 % de son exportation totale, c'est-à-dire environ 6 ou 7 millions (1) de quintaux. Presque toutes ces céréales étaient destinées à la Pologne, la Lithuanie et la Russie-Blanche. La Grande-Russie n'en recevait qu'une quantité très minime. Le blé ukrainien était toujours concurrencé sur les marchés de Moscou et de Pétrograd par le blé de la Sibérie et des régions du Volga.

Si la faim règne actuellement à Pétrograd et à Moscou, c'est le résultat d'une terrible crise des transports, à laquelle s'ajoute encore ceci : que la Sibérie et quelques régions du Volga refusent leur blé à la Russie bolcheviste. En outre, dans la Russie bolcheviste elle-même, les paysans ne donnent pas de blé aux villes, parce qu'eux-mêmes ne reçoivent rien des villes en échange.

Ainsi est réduite à néant la première objection de nos adversaires, l'Ukraine ravitaillait si peu la Russie en blé que la Russie avait assez de céréales pour sa propre consommation et qu'elle en exportait des quantités considérables. Et elle en aurait produit infiniment plus, si l'agriculture dans l'est de la Russie et en Sibérie avait atteint son maximum.

Passons maintenant à la deuxième objection : la Russie peut-elle exister sans les ports ukrainiens de la mer Noire et de la mer d'Azov?

A première vue, il peut paraître, en effet, que la Russie ne peut vivre sans les ports du Sud. Plus de la moitié de l'exportation maritime totale de l'ancienne Russie se faisait viâ mer Noire et mer d'Azov, mais ceux qui soutiennent cette thèse oublient toujours que l'Ukraine faisait partie de l'Empire russe et que l'exportation ukrainienne atteignait presque la moitié de l'exportation russe! Quant aux céréales, nous avons vu que l'Ukraine ethnique en exportait environ les deux tiers du total. Si nous prenons tout cela en considération, nous devons bien conclure que c'était l'Ukraine qui

(1) Ces chiffres sont basés sur la statistique officielle du Commerce extérieur russe de 1909-1911. (Edit. du Département des Douanes, Ministère des Finances) et sur la statistique générale du trafic par voie ferrée 1909-1911. (Edition du Département des Chemins de fer, Ministère des Finances.)

se servait des ports méridionaux et non pas la Grande-Russie. Celle-ci n'exportait aucune de ses marchandises par la mer Noire. La statistique officielle russe du trafic des marchandises par voie ferrée nous montre qu'aucun port du Sud, sauf peut-être Rostov-sur-Don, ne servait de débouché aux produits des territoires situés au Nord de la frontière ethnique de l'Ukraine et de la Grande-Russie. Quant à Novorossïïsk, c'était toujours le port de la région des Cosaques du Kouban et du Nord du Caucase.

Au contraire, les régions septentrionales de l'Ukraine (gouvernements de Tchernigov, de Poltava, et une partie du gouvernement de Kharkov) faisaient passer leur blé par les ports de la mer Baltique, et même par Libau et Kœnigsberg.

Quant à l'importation, elle ne se faisait jamais en quantité considérable par les ports de la mer Noire. Plus de 80 % (1) de l'importation maritime totale de l'ancien Empire russe se faisait par la mer Baltique, de sorte que même l'Ukraine recevait beaucoup de marchandises étrangères par cette voie. Et ce fut toujours la politique de l'ancien gouvernement russe de favoriser les ports de la mer Baltique, au détriment de ceux de la mer Noire. Le système des tarifs de chemins de fer était en faveur des ports de la Baltique, de même que l'ensemble de la politique commerciale.

La région de gravitation des ports de la mer Noire, ne s'étend pas à plus de 5 à 600 kilomètres, tandis que la région des ports Baltiques atteint jusqu'à la Sibérie occidentale, c'est-à-dire qu'elle dépasse plusieurs milliers de kilomètres.

La Grande-Russie n'utilisait donc pas immédiatement les ports du Sud, excepté Rostov, qui est le débouché de la région du Don et en partie de la région inférieure du Volga.

Nous ne nous arrêterons pas ici à la politique impérialiste russe, mais seulement à l'utilisation économique immédiate des ports du Sud. Et nous croyons avoir montré qu'à cet égard l'Ukraine ne viole aucun des intérêts fondamentaux du peuple russe.

Il n'existe pas un désaccord si grand entre les intérêts ukrainiens et russes, qu'ils ne puissent bien être conciliés par des arrangements spéciaux.

Au point de vue économique, la Grande-Russie dans ses limites ethnographiques cherchait toujours l'accès à la mer du côté de la Baltique, et en

(1) La statistique du commerce extérieur russe 1912.

partie du côté de la mer Blanche. La mer Noire était sans doute nécessaire à l'Empire russe quand cet empire comprenait l'Ukraine et le Caucase, mais elle n'était nullement employée au service des territoires grands-russiens.

Arrivons-en maintenant à la troisième question : charbon et fer.

C'est dans les limites ethnographiques de l'Ukraine que se trouvent en réalité presque tout le bassin houiller du Donetz, ainsi que la plupart des centres productifs d'anthracite. Plus de 90 % de l'extraction totale en charbon et en anthracite du bassin du Donetz, pendant les dernières années d'exploitation normale, provenaient des régions ukrainiennes. Et la production totale du bassin du Donetz atteignait 70 % de la production générale en charbon de terre de l'ancien Empire russe (85 % même, si nous laissons de côté la production de la Pologne russe). Néanmoins, la statistique du trafic montre que près des 4/5 de l'extraction ukrainienne de charbon et d'anthracite étaient consommés en Ukraine, 1/5 seulement était exporté en Russie (1).

L'Ukraine n'a presque pas d'autres combustibles que le charbon du Donetz. Le Nord et le Centre de la Russie, au contraire, en possèdent beaucoup d'autres : bois, tourbe, houilles de la région du Sud de Moscou, etc... Le Nord-Ouest de la Russie et les provinces Baltiques ne consommaient jamais de charbon du Donetz, car ce dernier ne peut concurrencer en prix le charbon anglais ou allemand. Pendant la guerre, sans doute, mais parce que la mer Baltique était fermée, on commença à transporter à Pétrograd le charbon du Donetz. Actuellement la mer Baltique est rouverte, et sa liberté garantie par les Etats alliés. Aussi le charbon anglais peut-il regagner son marché naturel... La région industrielle de Moscou, ainsi que la région du Volga recevaient une quantité énorme de combustible de naphte de Bakou qui concurrençait le charbon du Donetz. Quand les conditions seront redevenues normales, ses exportations reprendront, parce que le bassin du Volga est le débouché naturel de la région pétrolifère de Bakou. L'Oural et la Sibérie sont ravitaillés en charbon local. En Sibérie occidentale se trouvent des gisements énormes : région de Kutznetsk. Ces gisements sont plus étendus et plus riches que ceux du Donetz; mais ce bassin houiller était à peine exploité parce que les moyens de transport étaient très peu développés. On peut le relier à l'Oural et à l'Altaï soit par voie ferrée, soit par voie fluviale. Dans ces conditions, l'inépuisable fonds de minerai de l'Oural et de

(1) Selon la statistique générale du trafic par voie ferrée et des matériaux statistiques du Comité spécial pour ravitaillement en combustible, formé pendant la guerre.

l'Altaï alimentera l'industrie métallurgique de la Russie en quantités telles que celle-ci deviendra très facilement indépendante de la métallurgie ukrainienne. Ainsi le bassin houiller du Donetz, qui a toujours été beaucoup plus ukrainien que russe, devrait à l'avenir rester ukrainien.

Au surplus, la question du bassin du Donetz, n'est pas la question principale. La frontière ethnographique de l'Ukraine et de la Russie coupe en deux ce bassin houiller. On peut fort bien, dans un intérêt réciproque, arriver à une conciliation et modifier cette frontière. Mais, de toute façon, la partie beaucoup plus importante des gisements de houille devra rester dans les limites ukrainiennes, parce que les faits jusqu'à ce jour ont démontré combien la région du Donetz est plus liée à l'industrie ukrainienne qu'à l'industrie russe. L'industrie métallurgique ukrainienne seule consomme près de 30 % de la production totale de ce bassin.

Nous allons maintenant aborder la question du fer. Là encore on affirme que le développement économique de la Russie est impossible sans le fer ukrainien. Mais nous pouvons répondre sans la moindre hésitation, que l'affirmation précédente est inexacte.

L'Ukraine, il est vrai, entrait pour les 2/3 ou les 3/4 dans la production totale de fonte et de fer de l'ancienne Russie. Elle en exportait une quantité considérable dans l'ancien Empire, mais on ne peut pas conclure de ce fait que cette situation ne changera pas dans l'avenir.

En effet, le développement de l'industrie métallurgique en Ukraine, pendant les quarante dernières années, était beaucoup plus intensif qu'en Oural et dans les autres provinces. Mais si nous voulons tirer des conclusions plus générales, nous devons nous souvenir que les gisements de minerai de fer en Ukraine ne sont pas très abondants. Ceux de la région de Krivoïrog (gouvernement de Kerson, près du gouvernement de Ekaterinoslav), qui sont actuellement la principale source de minerai de fer en Ukraine, peuvent être épuisés dans quelques dizaines d'années. Il y a encore une autre région de minerai de fer en Crimée, près de Kertch, mais qui n'est guère plus abondante.

Ainsi la production métallurgique ukrainienne ne pourrait atteindre un tel développement de façon à ravitailler longtemps tout l'Empire russe. La Russie doit augmenter sa production de fer en Oural et en Sibérie, où elle possède des gisements beaucoup plus importants que ceux de l'Ukraine, et dans d'autres endroits encore où ce minerai ne manque pas. Sans doute, pendant une période transitoire l'Ukraine peut ravitailler la Russie en fer.

Elle a, même, intérêt à reprendre place sur le marché russe pour la métallurgie comme pour le sucre.

Et sans nul doute, à l'avenir, les rapports économiques et commerciaux entre l'Ukraine et la Russie doivent rester très intensifs, peut-être même se développer. Mais ce point de vue n'est nullement une objection à la création de l'Etat national ukrainien. D'étroits rapports commerciaux existent entre la plupart des Etats indépendants : ceux qui lient l'Ukraine et la Russie peuvent être parfaitement réglés par des traités spéciaux. Ce qui est essentiel, c'est que la constitution de l'Etat indépendant ukrainien ne viole pas les intérêts vitaux de la Grande-Russie et, s'il en est ainsi, comme nous prétendons l'avoir démontré, on n'a plus de motif pour violer la volonté du peuple ukrainien quand il se prononce pour la création d'un Etat national indépendant, et quand il veut librement disposer de son sort.

Si l'on peut, à la rigueur, sacrifier les intérêts d'un peuple, quand sont en jeu les intérêts vitaux d'une autre nation, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit seulement de sauvegarder des avantages commerciaux plus ou moins importants? Dans ce cas, en effet, les intérêts des deux parties sont équivalents.

On peut dire, par exemple, que l'Ukraine, grâce à la balance favorable de son commerce extérieur, acquittait une grande part des intérêts de la dette russe à l'étranger, et que pour cette raison, son indépendance ne serait pas avantageuse pour la Russie. Mais que vaut un argument de ce genre quand on s'en sert pour violer la volonté d'un peuple?

La Russie a en elle-même d'immenses possibilités pour accroître ses exportations (bois, minerai, métaux précieux, lin, etc.). A cet égard, elle n'a point à jalouser l'Ukraine, bien au contraire! D'ailleurs, l'Ukraine doit évidemment acquitter la partie de la dette russe, qui retombe sur elle.

Tous les autres rapports entre l'Ukraine et la Russie doivent être examinés en tenant des intérêts de l'une et de l'autre. Si toutes les deux, dans leur souveraineté, trouvent qu'une liaison plus étroite leur est nécessaire, elles l'établiront.

Mais quels avantages économiques avait l'Ukraine quand elle faisait partie intégrante de l'ancien Empire russe?

Quelle était la politique économique de l'Empire pendant les quarante dernières années? L'idée dirigeante, fondamentale de cette politique, était le protectionnisme industriel. Et l'on ne peut rien objecter contre cette idée général. En effet, chaque Etat qui veut atteindre un degré supérieur de

développement économique est obligé de protéger son industrie nationale. Mais comment cette politique était-elle réalisée?

L'ancien Empire russe, avec ses immenses territoires, dépassait de beaucoup la superficie de tous les autres Etats européens réunis (colonies non comprises). Il s'est présenté comme un agglomérat de pays divers et de peuples qui différaient énormément les uns des autres par l'organisation de leur vie économique, ainsi que par le niveau de leur culture. Effectivement plusieurs de ses provinces, n'étaient rien d'autre que des colonies, avec cette unique différence que des colonies proprement dites sont séparées de la métropole.

Cependant, la Russie fit entièrement sienne la politique économique générale des Etats européens du Continent, beaucoup plus compacts pourtant et plus homogènes qu'elle; tandis que les colonies de ces Etats étaient toujours au delà de leurs frontières douanières et jouissaient d'un régime douanier spécial, la Russie fit entrer toutes ses colonies dans des frontières douanières communes. Elle leur appliqua un tarif douanier général, ce qui donne à sa politique commerciale, un caractère tout particulier.

L'immense Russie, dont les provinces étaient dissemblables les unes des autres, possédait des bases naturelles pour le développement d'industries tout à fait diverses. Et comme son tarif douanier était rigoureusement uniforme, elle devait l'appliquer sur tout le territoire jusqu'à Vladivostok; lorsque même elle n'avait pour dessein, que de protéger une branche industrielle quelconque dans un seul endroit, par exemple à Pétrograd ou à Moscou En définitive, on arriva à ce résultat que toutes les industries possibles étaient protégées. Et si quelque part, même à 3 ou 4.000 kilomètres, surgissait une fabrique pour n'importe quel genre de marchandises, toute la Russie devait par contre-coup payer une taxe douanière très élevée. On arriva à un tarif douanier universel. Un protectionnisme gênait l'autre. Et tous ces protectionnismes nuisaient considérablement à l'agriculture. Ce résultat est fort compréhensible; une politique commerciale uniforme et rigide à ce point est absolument impraticable dans un pays non homogène aussi vaste que l'ancienne Russie.

L'agriculture souffrait sans doute de payer tous les produits industriels à des prix extrêmement élevés (presque le double de leur valeur réelle). Mais elle souffrait encore de cette conséquence du protectionnisme industriel très élevé, que la Russie était obligée d'entrer en guerre douanière avec l'Europe occidentale? Pour faire baisser les taxes russes sur leurs objets ouvrés, les

États européens commencèrent à frapper de douanes très fortes les produits agricoles russes. Tout le monde sait combien était désavantageux pour l'agriculture russe le traité commercial russo-allemand de 1904! Ainsi les intérêts des régions agricoles étaient nettement sacrifiés aux intérêts de quelques centres industriels.

Quelle était, par suite, la situation de l'Ukraine? Nous avons démontré, que l'Ukraine était dans l'ancienne Russie l'exportateur principal des produits agricoles. Elle ne pouvait trouver de marché pour son blé dans les régions industrielles de la Russie, car le blé du Volga et celui de la Sibérie le concurrençaient. Et elle se trouvait obligée de chercher à l'étranger un débouché pour son excédent en céréales. Elle exportait en Europe occidentale. Mais, sur les marchés européens, la Russie ne défendait pas autant qu'il l'aurait fallu les intérêts de l'agriculture ukrainienne. Au contraire, elle les sacrifiait souvent aux intérêts du protectionnisme industriel.

D'autre part, elle n'adoptait aucune mesure pour accroître les exportations ukrainiennes de produits agricoles dans la Russie centrale. Alors que ces dernières années on affecta des capitaux considérables pour construire un réseau entier d'élévateurs dans la région du Volga et en Sibérie, aucune dépense ne fut faite à cet égard en Ukraine. De même, on organisa des trains-glaciers pour l'exportation de la viande, de la volaille, du beurre et des fruits en Russie orientale, en Sibérie et en Asie centrale; rien de pareil ne fut organisé en Ukraine.

Telle était la politique russe par rapport à l'agriculture ukrainienne.

Mais dira-t-on, peut-être, le développement de l'industrie ukrainienne vint compenser l'Ukraine de ce désavantage. Malheureusement il n'en est rien. En effet, il est hors de conteste que l'industrie ukrainienne est beaucoup moins développée que l'industrie russe, ou polono-russe. Et cela pour des raisons historiques.

La Russie et la Pologne jouissaient déjà d'une vie paisible et assurée, tandis que l'Ukraine devait encore poursuivre la lutte contre les Tartares qui dévastaient son territoire. La colonisation de certaines régions ukrainiennes, après l'expulsion des nomades, fut beaucoup plus tardive que celle de la plupart des provinces russes. Ensuite l'Ukraine fut envahie par les Polonais qui ne cessaient de la traiter comme une colonie. Ils ne firent rien pour ses intérêts, et l'exploitèrent exclusivement à leur profit.

Ainsi, lorsque l'Ukraine fut incorporée à la Russie, celle-ci possédait déjà certaines industries, tandis que l'Ukraine n'en avait aucune. L'Empire

acquit un second centre industriel lorsqu'il s'annexa la Pologne. De sorte que l'Ukraine, étant comprise dans les mêmes frontières douanières que Moscou et Varsovie, rencontra dès ses premiers pas des concurrents plus forts qu'elle au point de vue industriel.

Ainsi le protectionnisme russe ne servait de rien à l'Ukraine, mais protégeait plutôt l'industrie russe et polonaise. L'Ukraine restait même leur débouché, leur colonie. Ainsi donc, pour l'Ukraine, le fait de se trouver dans les frontières générales de la Russie et de la Pologne arrêtait plus son développement industriel, qu'il ne le favorisait. Le même sort frappa la Galicie, qui s'étouffait dans les frontières douanières de l'Autriche et qui restait comme une colonie pour l'industrie de l'Autriche allemande.

Mais ce n'est pas la politique commerciale seule qui nuisait aux intérêts économiques de l'Ukraine. Il faut envisager beaucoup d'autres côtés. Nous avons déjà mentionné que le gouvernement russe favorisait les ports de la Baltique au détriment des ports ukrainiens. Il y avait en faveur des centres industriels de Moscou et de Pétrograd beaucoup d'avantages du même genre qu'on ne peut du premier coup d'œil apercevoir, mais qui jouaient, néanmoins, un rôle incontestable.

Le principe universel de la politique russe, y compris la politique économique, était un centralisme à outrance. Les commandes d'Etat, même les plus insignifiantes, et qui devaient parfois être exécutées à plusieurs milliers de kilomètres du centre de l'Empire, ne pouvaient être passées que par contrats signés à Pétrograd, par le gouvernement central. Naturellement, bénéficiaient de ces commandes seulement les industriels, entrepreneurs ou intermédiaires qui étaient bien en cour et à proximité des antichambres de ministères. Quant aux entreprises qui ne possédaient pas de siège social à Pétrograd, elles n'avaient aucun espoir d'obtenir jamais la moindre commande d'Etat. C'est pour ce motif que ladministration de toutes les entreprises importantes, des fabriques, des banques, des compagnies d'assurances, etc., était concentrée à Pétrograd ou à Moscou. Les usines même et les fabriques étaient souvent construites sur des terrains peu propices, mais plus proches du centre. L'instruction technique supérieure était pareillement centralisée là.

Pendant les dernières trente ou quarante années, il est vrai, la situation économique de l'Ukraine s'est modifiée assez considérablement : trois grandes industries se développèrent dans le pays; l'industrie sucrière, l'industrie métallurgique et l'industrie minière. Et l'on peut être tenté de

dire que ce développement est la résultante du protectionnisme russe. Mais est-ce bien exact? Sans doute le protectionnisme exerce une certaine influence à cet égard, mais pas aussi grande qu'on peut le supposer. D'abord il ne faut pas oublier qu'en Ukraine il existe des conditions naturelles beaucoup plus favorables à ces industries-là que nulle part ailleurs dans l'Empire russe. Certes, l'industrie métallurgique, l'industrie sucrière et l'industrie minière sont de celles qui dépendent toujours de la situation de leurs matières premières et qui ne peuvent jamais naître dans un endroit qui en est dénué. En outre ces industries sont infiniment mieux protégées par la valeur du transport de leurs produits, que par des taxes douanières? Les taxes qui frappaient le charbon étranger n'arrivaient pas à empêcher l'importation du charbon anglais dans les provinces Baltiques ainsi qu'à Pétrograd. Au contraire, si l'on avait supprimé toute douane sur le charbon étranger, celui-ci n'aurait jamais dû pénétrer dans la Russie centrale et y remplacer le combustible du Donetz. En ce qui concerne le sucre, la situation de l'Ukraine était peut-être encore plus favorable. Quant à la métallurgie, elle profita sans doute de la taxe protectionniste russe. Mais là encore, le rôle de cette taxe ne fut pas très considérable. En effet, les produits de la métallurgie ukrainienne sont des produits lourds (rails, poutres, bandages, roues, tuyaux, fer en barres, etc.) qui étaient déjà très protégés par les grandes distances du transport. Le protectionnisme douanier est beaucoup plus nécessaire aux industries qui donnent des produits finis, légers, mais ces produits-là, l'Ukraine en fournissait très peu. L'industrie textile de Moscou et de la Pologne, jouissait infiniment plus des avantages du protectionnisme, de même que beaucoup d'autres branches de l'activité industrielle en Russie centrale.

Mais à ce système l'Ukraine avait plus de pertes que de profits. Elle restait un marché pour les produits industriels russes et polonais qu'elle payait des prix élevés. Mais, pour sa propre industrie, la frontière douanière russe ne lui donnait aucune protection suffisante; au contraire, elle réservait plutôt le marché ukrainien à Moscou et à Varsovie.

En conséquence le développement industriel de l'Ukraine avançait très lentement. La population agricole ne trouvait pas assez de travail dans les villes : et comme résultat, la surpopulation agraire allait chaque année en augmentant de plus en plus. Dans quelques régions de l'Ukraine cette surpopulation était beaucoup plus grave que dans n'importe quel autre endroit de la Russie. La densité de la population agricole dans les provinces centrales ukrainiennes atteignait 800 à 1.000 habitants par 1.000 hectares de

terre arable, tandis qu'en France et en Allemagne elle atteignait en moyenne environ 500 habitants. Il ne restait pas d'autre solution à la population ukrainienne que d'émigrer et de coloniser les terres de la Sibérie et de l'Asie centrale. Il y avait aussi un mouvement d'émigration assez considérable vers l'Amérique. Les provinces les plus fertiles de l'Ukraine donnaient beaucoup plus d'émigrants, que les régions moins fertiles, mais plus industrielles, de la Russie centrale.

Comme fiche de consolation on indique que, grâce à la réunion de l'Ukraine avec la Russie, l'Ukraine possède en Sibérie un champ d'émigration tout trouvé. Mais c'est une consolation bien mince! Est-ce que l'émigration peut satisfaire une nation quelconque? Les Italiens sont-ils fiers de donner beaucoup d'émigrants à l'Amérique? Les Allemands eurent-ils à s'enorgueillir d'augmenter l'émigration transatlantique, jusqu'au moment où ils développèrent leur propre industrie?

Pourquoi donc le sort de l'Ukraine serait-il fatalement de laisser émigrer sa population vers la Sibérie lointaine?

Pourquoi donc ne pourrait-elle développer sa vie économique de manière que toute sa population ait du travail sur le sol national? L'Ukraine ne doit pas rester un débouché pour le travail industriel du peuple russe ou polonais, alors que sa propre population ne peut trouver de travail chez elle!

Mais on peut se demander, pourquoi jusqu'à présent on n'entendit aucune plainte des industriels ukrainiens, pas plus que des agriculteurs? Pourquoi ne protestaient-ils contre une politique qui leur était néfaste? D'abord, en vérité, des protestations furent parfois émises. Et s'il n'y en eut pas de plus fréquentes, c'est que dans l'ancien Empire russe il n'existait pas de tribune d'où on aurait pu les faire entendre... La politique économique en Russie était centralisée dans les cabinets ministériels. Elle ne faisait l'objet d'aucune discussion publique. Désormais elle devra affronter la scène politique, où pourra se faire entendre la voix du peuple ukrainien!

Mais la politique des dirigeants actuels de la résurrection de l'Empire russe paraît tendre encore une fois à ce que le peuple ukrainien ne puisse manifester sa volonté, disposer librement de son sort, et aiguiller sa vie en conformité avec ses intérêts. Ces hommes politiques disent d'une part que les intérêts du peuple ukrainien impliquent sans aucun doute l'unité de l'Ukraine avec la Russie; d'autre part, ils ont peur de donner au peuple ukrainien la possibilité de présenter ses intérêts d'une manière tout à fait

libre. Ils craignent que ce peuple ait une Constituante nationale où il pourrait résoudre lui même directement et clairement ce problème, à savoir si ses intérêts bien compris exigent l'unité avec la Russie ou la création d'un Etat indépendant.

Ces protecteurs du peuple ukrainien, s'ils sont fermement convaincus que les intérêts de l'Ukraine exigent le maintien de cette nation dans la Russie « une et indivisible » pourquoi ne veulent-ils pas écouter la voix libre du peuple ukrainien dans sa Constituante nationale!

Laissez donc le peuple ukrainien lui-même manifester sa ferme volonté et résoudre son sort. Il dira où se trouvent ses vrais intérêts, et de quelle manière il entend construire sa vie politique et économique. Et pour le dire, il est infiniment plus qualifié que ceux qui, prétendant soutenir ses intérêts, défendent en réalité les leurs propres.

———

Imp. ROBINET-HOUTAIN, 17, rue Littré, Paris VI[e].